



06 29 82 52 96



01 44 62 12 00

Union syndicale
Solidaires

01 43 77 06 42

ON VIT ICI, ON BOSSE ICI, ON RESTE ICI !

8e mois de grève des travailleurs Sans-papiers de RSI

Depuis le 22 octobre 2021, nous sommes en grève et nous avons formé un piquet permanent devant le siège de RSI, à Gennevilliers, dans le quartier des Grésillons. Nous sommes face à un système d'exploitation où RSI fournit en main-d'œuvre des entreprises du bâtiment, qui sont elles-mêmes sous-traitantes de grosses entreprises comme EIFFAGE, BOUYGUES, VINCI. Les profits que font ainsi ces grandes entreprises sur le dos des travailleurs sans-papiers, se retrouvent en quelque sorte transférés et "blanchis" à travers des cascades de sous-traitance.

OBTENTION DES CERFAS

Début décembre, BELVEDIA, le groupe financier qui possède RSI, confronté aux diverses pressions, la nôtre, celle des élus, celle de l'inspection du Travail, décide de délivrer l'intégralité des documents de régularisation. À savoir, principalement 83 cerfas. À partir de là, nous nous tournons vers la préfecture.

LA PRÉFECTURE BLOQUE

Elle ignore la demande de rencontre et explique que nous devons prendre rendez-vous individuellement en passant par internet. Une façon de nier le caractère collectif de notre mouvement et de nous maintenir invisibles. Une certaine façon aussi de se moquer de nous, car tout le monde sait bien que ça ne marche pas. On peut se connecter des centaines de fois sans succès. Quand nous manifestons devant la préfecture, elle refuse de recevoir les délégués et ne consent à parler qu'aux élus de Gennevilliers, Mme Elsa Faucillon et M. Denis Datcharry.

Par l'intermédiaire des élus, la préfecture nous demande un tableau avec le nombre de feuilles de paye pour chaque personne, ainsi que la date d'entrée en France. A la mi-mars, nous fournissons ce tableau. Le 5 avril, toujours aux élus, elle affirme qu'une trentaine de personnes rentreraient dans les critères. Néanmoins elle ne délivre pas de convocations. Elle redemande un tableau, cette fois avec le nombre total de feuilles de paye en incluant celles délivrées par d'autres entreprises que RSI. Nous faisons parvenir ce nouveau tableau à la mi-avril.

Assignation au Tribunal

La copropriété devant laquelle se tient le piquet RSI a porté plainte contre nous. C'est cette plainte qui nous amène devant le TJ ce mercredi 25 mai. Elle aurait pu porter plainte plutôt contre la préfecture, car c'est elle qui est responsable de la durée de la lutte.

Le 10 mai, nouvelle rencontre avec les élus. La représentante du Corps préfectoral dément avoir parlé de trente dossiers. Ce n'est plus qu'une « petite dizaine » sans qu'on sache qui, ni dans quelles conditions les bénéficiaires seraient convoqués.

La préfecture fait tourner en bourrique tous ceux qui lui demandent de clarifier ses positions. Une seule chose est sûre. Depuis le début, elle se refuse à appliquer même sa propre réglementation, même ses critères restrictifs de régularisation. Les guichets sont fermés, et pas que pour nous. Pour quelles raisons ? Pour que nous restions Sans-papiers.

LES PRÉFECTURES FABRIQUENT DES SANS-PAPIERS

À force de régulariser au compte-goutte, l'État a créé un marché de main-d'œuvre de 6 à 700 000 Sans-papiers dans lequel les employeurs n'ont qu'à piocher. Et l'État lui-même montre l'exemple. Notre collectif tient deux autres piquets de grève, l'un devant l'agence **Chronopost** d'Alfortville dans le 94, l'autre devant la plate-forme **DPD** du Coudray-Montceaux dans le 91. Dans ces filiales de **La Poste**, entreprise d'État, des milliers d'intérimaires, Sans-papiers comme nous, trient les colis à toute heure du jour et de la nuit.

TOUS ENSEMBLE !

Obtenir que les préfectures et le gouvernement régularisent, c'est possible : ces dernières années, des travailleurs sans-papiers ont obtenu leur régularisation par la grève, avec le soutien des organisations syndicales, des collectifs et associations, des élus et de la population. Nous tiendrons le temps qu'il faudra.

LA PRÉFECTURE DOIT RÉGULARISER TOUS LES GRÉVISTES DE RSI ET LEURS SOUTIENS SANS-PAPIERS

Adresse du piquet, 10 rue de la Sablière 92230 Gennevilliers. Facebook : <https://www.facebook.com/ctspv94>
Soutien financier : <https://lydia-app.com/collect/48135-caisse-de-grave/fr>



Manifestation du 3 février : les grévistes brandissent leurs cerfas, délivrés par RSI, devant la préfecture de Nanterre